

Newsletter, 11-14 juin 2018 - Session plénière - Strasbourg

[07-06-2018 - 16:27]

Séance plénière

Mark Rutte débattrait avec les députés de l'avenir de l'Europe	3
Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte sera le septième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission Jean-Claude Juncker mercredi à 10 heures.	
Accord nucléaire iranien: quelles sont les options de l'UE après la décision de Donald Trump?	4
Mardi, les députés débattront avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, des conséquences et de la réponse de l'UE à la décision du Président américain Donald Trump de se retirer de l'accord nucléaire iranien.	
Débat sur les priorités du prochain sommet européen des 28-29 juin	5
Les députés débattront mardi matin de leurs priorités pour la réunion des dirigeants européens qui se tiendra à Bruxelles les 28 et 29 juin. Le sommet se concentrera sur la migration, la sécurité et la défense, le budget à long terme de l'UE, les négociations sur le Brexit et la réforme de la zone euro.	
Élections européennes 2019: nouvelle distribution des sièges du PE	6
Le Parlement européen devrait réduire le nombre des députés de 751 à 705 une fois que le Royaume-Uni aura quitté l'UE, selon un projet législatif qui sera mis aux voix mercredi.	
Des règles européennes pour la sécurité des drones	7
Les députés devraient soutenir de nouvelles règles européennes visant à garantir un usage sécurisé des drones et à accélérer le développement du marché.	
Réforme judiciaire en Pologne: débat avec Frans Timmermans	8
La réforme judiciaire en Pologne fera l'objet d'un débat en plénière avec le premier vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, mercredi à 15 heures.	
Les députés interrogeront la Commission sur l'union économique et monétaire .	9
Mardi, les députés interrogeront la Commission sur les progrès réalisés quant à l'approfondissement de l'union économique et monétaire, à la lumière des projets présentés en décembre et des derniers développements.	
Renforcer la cybersécurité européenne et la coopération avec l'OTAN	10
Les moyens de renforcer la cybersécurité de l'UE, notamment la mise en place d'une équipe d'intervention rapide dans le domaine informatique, la promotion des échanges Erasmus militaires de jeunes officiers, la tenue d'exercices informatiques et une coopération étroite avec l'OTAN seront débattus mardi et votés mercredi.	
Pour un secteur européen de l'aquaculture durable et compétitif	11
Augmenter la production aquacole de l'UE et appliquer les mêmes critères stricts aux produits importés qu'à ceux de l'UE devraient figurer parmi les propositions clés des députés, dans le but de renforcer le secteur de l'aquaculture de l'Union.	
Conflits gelés en Géorgie: une issue est-elle possible?	12
Près de dix ans après l'invasion de la Géorgie par la Russie, aggravant les conflits gelés avec les "républiques" autoproclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud soutenues par la Russie, les députés débattront de la sécurité dans la région en présence de la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi.	
Partenariat UE/Afrique, Caraïbes et Pacifique: renouveler l'accord	13
Les députés devraient interroger la Commission et le Conseil sur la manière de renouveler le partenariat de l'UE avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui prend fin en 2020.	



Séance plénière

Un milliard d'euros d'aide financière à l'Ukraine pour 2018-2019	14
Afin de réduire la vulnérabilité financière du pays, les députés débattront mardi d'une aide financière d'un milliard d'euros à l'Ukraine et se prononceront sur la proposition mercredi.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	15
Autres sujets à l'ordre du jour	15

Emilie TOURNIER	BXL: (+32) 2 28 30578 STR: (+33) 3 881 72649 PORT: (+32) 473 55 74 66 ROLE: Attachée de presse EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu
Baptiste CHATAIN	BXL: (+32) 2 28 40992 STR: (+33) 3 881 74151 PORT: (+32) 498 98 13 37 EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
Nicolas DELALEU	BXL: (+32) 2 28 44407 STR: (+33) 3 88 17 20 97 PORT: (+32) 471 95 35 11 EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu
Wendy DE MONTIS	BXL: (+32) 2 28 31151 PORT: (+32) 470 87 02 64

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia](#)
- [EP Newshub](#)

Séance plénière

Mark Rutte débattrra avec les députés de l'avenir de l'Europe

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte sera le septième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission Jean-Claude Juncker mercredi à 10 heures.

Membre du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), Mark Rutte a été nommé Premier ministre des Pays-Bas pour la première fois en 2010.

Il s'agira du septième d'une série de débats sur l'avenir de l'Europe entre les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE et les députés européens, après ceux avec:

- le Premier ministre irlandais Leo Varadkar le 17 janvier 2018,
- le Premier ministre croate Andrej Plenkovic le 6 février 2018,
- le Premier ministre portugais António Costa le 14 mars 2018,
- le Président français Emmanuel Macron le 17 avril 2018,
- le Premier ministre belge Charles Michel le 3 mai 2018; et
- le Premier ministre Luxembourgeois Xavier Bettel le 30 mai 2018.

Le Président du PE, [Antonio Tajani](#), et M. Rutte participeront à un point presse commun mercredi à 12h30, devant le salon protocolaire.

Le prochain dirigeant européen à s'adresser au Parlement réuni en plénière sera le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki, lors de la session plénière de juillet à Strasbourg.

Débat: mercredi 13 juin

Procédure: débat sur l'avenir de l'Europe, sans résolution

Point presse: mercredi 13 juin à 12h30, devant le salon protocolaire

#FutureofEU @MinPres @markrutte

En savoir plus

- [Biographie du Premier ministre néerlandais Mark Rutte](#)
- [L'avenir de l'Europe en débat](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits – Avenir de l'Europe](#)

Séance plénière

Accord nucléaire iranien: quelles sont les options de l'UE après la décision de Donald Trump?

Mardi, les députés débattront avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, des conséquences et de la réponse de l'UE à la décision du Président américain Donald Trump de se retirer de l'accord nucléaire iranien.

L'UE est unie dans son soutien à l'accord nucléaire iranien, alors que d'autres sujets de préoccupation, comme le soutien de l'Iran au régime syrien et son programme de missiles balistiques, devraient être traités par différents moyens, a déclaré le président de la commission parlementaire des affaires étrangères, David McAllister (PPE, DE). Cette déclaration fait suite à la décision du Président Trump de ne pas renouveler les exceptions relatives aux sanctions américaines conformément au plan d'action global commun.

Les députés devraient chercher à savoir si la réintroduction de sanctions américaines pourrait affecter les accords passés entre l'Iran et certaines entreprises européennes (comme Total ou Airbus).

Contexte

En juillet 2015, l'Iran, six pays (la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Chine, la Russie et les États-Unis) et l'UE ont signé le plan d'action global commun, un accord majeur garantissant que le programme nucléaire iranien demeure pacifique, en échange de la fin des mesures restrictives à l'encontre du pays.

Débat: mardi 12 juin

Procédure: déclaration de la haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Iradeal #JSPOA

En savoir plus

- [Déclaration à la presse - L'UE est unie dans son soutien à l'accord nucléaire iranien, déclarent le président de la commission des affaires étrangères et le rapporteur sur l'Iran \(08.05.2018, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Avenir de l'accord nucléaire iranien \(en anglais\)](#)
- [Ce que pensent les think tanks - Retrait américain de l'accord nucléaire iranien \(mai 2018, en anglais\)](#)

Séance plénière

Débat sur les priorités du prochain sommet européen des 28-29 juin

Les députés débattront mardi matin de leurs priorités pour la réunion des dirigeants européens qui se tiendra à Bruxelles les 28 et 29 juin. Le sommet se concentrera sur la migration, la sécurité et la défense, le budget à long terme de l'UE, les négociations sur le Brexit et la réforme de la zone euro.

Les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE se rencontreront à Bruxelles les 28 et 29 juin pour débattre des priorités politiques les plus pressantes pour l'Union européenne, notamment de la façon de faire avancer le régime commun de l'UE en matière d'asile, et pour évaluer les progrès réalisés quant aux négociations sur le Brexit (dans une configuration UE-27).

Les députés devraient également débattre du prochain budget à long terme de l'UE (cadre financier pluriannuel, ou CFP), de la sécurité et de la défense, de l'innovation et de l'Europe numérique ainsi que de la réforme de la zone euro (dans le cadre du sommet de la zone euro).

Débat: mardi 12 juin

Procédure: débat sans résolution

#EUCO #MFF #EUBudget #Brexit #eurozone @eucopresident @EU2018BG

En savoir plus

- [Programme provisoire du Conseil européen des 28-29 juin](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Élections européennes 2019: nouvelle distribution des sièges du PE

Le Parlement européen devrait réduire le nombre des députés de 751 à 705 une fois que le Royaume-Uni aura quitté l'UE, selon un projet législatif qui sera mis aux voix mercredi.

En plus de réduire le nombre de députés de 751 à 705, la redistribution des sièges proposée par le Parlement [le 7 février 2018](#) garderait en réserve 46 des 73 sièges britanniques laissés vacants après le Brexit. Les 27 autres anciens sièges britanniques seraient réattribués aux 14 pays qui sont actuellement légèrement sous-représentés dans l'hémicycle.

Une partie ou la totalité des 46 sièges en réserve pourraient alors être alloués aux futurs pays qui adhéreront à l'Union, ou simplement laissés vacants pour réduire la taille de l'institution. L'article 14 du traité sur l'Union européenne stipule que le Parlement ne peut pas avoir plus de 750 députés, plus le Président.

[Cliquez ici](#) pour découvrir la proposition de redistribution.

Le vote en plénière mercredi devrait être la confirmation finale de la redistribution des sièges, qui nécessitera également un feu vert des dirigeants de l'UE lors du sommet européen à Bruxelles les 28 et 29 juin. La commission des affaires constitutionnelles du Parlement devra adopter cette nouvelle composition du Parlement avant la plénière, lors d'un vote en commission prévu lundi 11 juin.

Vote: mercredi 13 juin

Procédure: approbation

#EP2019

En savoir plus

- [Profil de la rapporteure Danuta Maria Hübner \(PPE, PL\)](#)
- [Profil du rapporteur Pedro Silva Pereira \(S&D, PT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Composition du Parlement européen \(février 2018\)](#)
- [Analyse de la commission AFCO - Composition du Parlement européen](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits - Élections européennes 2019](#)

Séance plénière

Des règles européennes pour la sécurité des drones

Les députés devraient soutenir de nouvelles règles européennes visant à garantir un usage sécurisé des drones et à accélérer le développement du marché.

Mardi, les députés se prononceront sur le projet de règles convenues avec le Conseil sur des principes clés, valables dans toute l'UE, relatifs aux drones et aux exploitants de drones. Ces règles visent à garantir la sûreté, la sécurité, le respect de la vie privée et la protection des données personnelles.

Par exemple, l'exploitant d'un drone doit pouvoir assurer qu'il est à une distance suffisante des autres usagers de l'espace aérien et les drones doivent pouvoir être exploités sans mettre les gens en danger.

Avec l'augmentation de l'usage des drones, la Commission européenne a proposé des règles européennes pour les drones dans le cadre d'une mise à jour des règles de sécurité de l'aviation civile dans l'UE, afin d'améliorer la sécurité des drones et d'accélérer le développement du marché entravé par des dispositions nationales diverses. Jusqu'ici, les drones pesant moins de 150 kg étaient réglementés au niveau national.

Les députés déclarent également que les exploitants de drones qui peuvent blesser des humains en cas de collision doivent être enregistrés et que les drones doivent être marqués pour être identifiés.

L'Agence européenne de la sécurité aérienne et la Commission seront en charge d'établir des règles européennes plus détaillées sur la base de ces principes clés.

Elles définiront quels drones nécessitent une certification en se fondant sur le risque lié à leur utilisation prévue. Elles devront également définir les conditions stipulant qu'un drone doit être équipé de dispositifs tels que des systèmes anticollision ou d'atterrissage automatique.

Débat: lundi 11 juin

Vote: mardi 12 juin

Procédure: accord en première lecture, procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(23.01.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Marian-Jean Marinescu \(PPE, RO\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Nouvelles règles de sécurité applicables à l'aviation civile \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Réforme judiciaire en Pologne: débat avec Frans Timmermans

La réforme judiciaire en Pologne fera l'objet d'un débat en plénière avec le premier vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, mercredi à 15 heures.

Le gouvernement polonais procède actuellement à une refonte complète du système judiciaire qui, selon la Commission européenne, menace son indépendance et le principe de la séparation des pouvoirs. La Commission a [lancé, en décembre 2017, une procédure](#) qui pourrait aboutir à des sanctions de la part de l'UE à l'encontre de Varsovie. Elle a également engagé des procédures d'infraction devant la Cour de justice de l'UE à l'égard de certains actes législatifs.

Les ONG polonaises pro-européennes appellent désormais la Commission à demander à la Cour de rendre une décision provisoire pour mettre fin aux changements apportés à la Cour suprême polonaise, qui prendraient effet le 3 juillet et qui obligerait un nombre important de juges à prendre une retraite anticipée.

En mars, le Parlement a voté une résolution soutenant l'activation de l'[article 7, paragraphe 1, du traité](#) sur l'Union (règles permettant de déterminer s'il existe un risque clair de violation grave des valeurs de l'UE). Les députés ont exhorté les gouvernements de l'UE à déterminer si la Pologne est menacée d'une telle violation des valeurs européennes et, le cas échéant, à proposer des solutions.

Débat: mercredi 13 juin

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, sans résolution

#RuleOfLaw #Art7

En savoir plus

- [Résolution du Parlement européen du 1er mars 2018 sur la décision de la Commission de déclencher l'article 7, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne en ce qui concerne la situation en Pologne](#)
- [État de droit en Pologne: comment fonctionne l'Article 7? \(infographie\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits - L'État de droit en Pologne](#)

Séance plénière

Les députés interrogeront la Commission sur l'union économique et monétaire

Mardi, les députés interrogeront la Commission sur les progrès réalisés quant à l'approfondissement de l'union économique et monétaire, à la lumière des projets présentés en décembre et des derniers développements.

Les députés demanderont à la Commission quelle est la position des États membres vis-à-vis de l'idée d'un Fonds monétaire européen, ce qu'elle va faire pour garantir le contrôle démocratique de tout approfondissement et comment le budget à long terme de l'UE soutiendra une union économique et monétaire plus forte.

Les propositions faites ces derniers mois par divers chefs d'État, notamment de la France et de l'Allemagne, seront aussi débattues.

Une feuille de route sur l'approfondissement de l'union économique et monétaire a été présentée par la Commission en décembre 2017.

Débat: mardi 12 juin

Procédure: question orale à la commission, suivie d'un débat

#EMU

En savoir plus

- [Question orale à la Commission](#)
- [Profil de Roberto Gualtieri \(S&D, IT\), président de la commission des affaires économiques et monétaires](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Renforcer la cybersécurité européenne et la coopération avec l'OTAN

Les moyens de renforcer la cybersécurité de l'UE, notamment la mise en place d'une équipe d'intervention rapide dans le domaine informatique, la promotion des échanges Erasmus militaires de jeunes officiers, la tenue d'exercices informatiques et une coopération étroite avec l'OTAN seront débattus mardi et votés mercredi.

Le projet de résolution souligne que la Russie, la Chine et la Corée du Nord, mais aussi des acteurs non étatiques, ont été impliqués dans des attaques contre des infrastructures critiques, des actes de cybermalveillance, de surveillance de masse des citoyens de l'UE, des activités de cyberespionnage, des campagnes de désinformation et des restrictions d'accès à Internet (comme Wannacry et Non-Petya). Dans ce contexte, les députés appellent à une réponse ferme et unie de l'UE.

UE-OTAN

Dans un projet de résolution distinct sur les relations entre l'UE et l'OTAN, qui sera débattu mardi et voté mercredi, les députés font remarquer qu'aucune des deux organisations ne dispose d'un éventail complet d'outils pour relever les nouveaux défis liés à la sécurité, qui sont de moins en moins conventionnels et de plus en plus hybrides.

Outre une coopération renforcée en matière de cybersécurité, les députés souhaitent que les relations stratégiques UE-OTAN se concentrent sur une communication stratégique, la connaissance de la situation, le partage d'informations classées, l'éradication de l'immigration clandestine ainsi que la suppression d'obstacles à la circulation rapide du personnel et des ressources militaires au sein de l'UE.

Débats: mardi 12 juin

Votes: mercredi 13 juin

Procédure: résolutions d'initiative

#cyberdefence @NATO

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la cybersécurité \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(16.05.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Urmas Paet \(ALDE, EE\) - Cybersécurité](#)
- [Fiche de procédure sur la cybersécurité](#)
- [Projet de résolution sur les relations UE-OTAN](#)
- [Profil du rapporteur Ioan Mircea Paşcu \(S&D, RO\) - Relations UE-OTAN](#)
- [Fiche de procédure sur les relations UE-OTAN](#)
- [Vidéo: 3 questions clés sur la défense européenne](#)

Séance plénière

Pour un secteur européen de l'aquaculture durable et compétitif

Augmenter la production aquacole de l'UE et appliquer les mêmes critères stricts aux produits importés qu'à ceux de l'UE devraient figurer parmi les propositions clés des députés, dans le but de renforcer le secteur de l'aquaculture de l'Union.

Le potentiel de l'aquaculture en eau douce pour améliorer la sécurité alimentaire et le développement des zones rurales dans l'UE n'a pas été suffisamment exploité, selon les députés. Ils devraient demander que les produits de l'aquaculture importés soient soumis aux mêmes normes environnementales, socio-professionnelles, et relatives à la sécurité alimentaire et au respect des droits de l'homme que les opérateurs de l'Union, créant ainsi des conditions de concurrence équitables pour les produits européens et importés.

Par ailleurs, les députés devraient appeler à un label spécifique pour reconnaître les produits issus de l'aquaculture durable dans l'Union européenne, afin de garantir la transparence pour les consommateurs en renforçant la traçabilité.

La résolution sera débattue lundi et mise aux voix mardi.

Débat: lundi 11 juin

Vote: mardi 12 juin

Procédure: procédure d'initiative

#CAP

En savoir plus

- [Projet de rapport - Vers un secteur européen de l'aquaculture durable et compétitif: état des lieux et défis à venir](#)
- [Profil du rapporteur Carlos Iturgaiz \(PPE, ES\)](#)
- [Commission de la pêche](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Fiches techniques de l'UE - L'aquaculture européenne \(janvier 2018\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Conflits gelés en Géorgie: une issue est-elle possible?

Près de dix ans après l'invasion de la Géorgie par la Russie, aggravant les conflits gelés avec les "républiques" autoproclamées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud soutenues par la Russie, les députés débattront de la sécurité dans la région en présence de la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi.

Les tensions permanentes entre la Russie et la Géorgie concernant les "régions séparatistes" ont mené à une guerre de cinq jours en août 2008. L'accord en six points, obtenu grâce à la médiation de l'UE, entre la Russie et la Géorgie a mis fin à l'invasion russe et à de nouvelles hostilités, et a permis à l'UE de déployer une mission d'observation en septembre 2008.

Ces dix dernières années, 200 observateurs non armés de différents États membres de l'UE ont contribué à instaurer la confiance, à faciliter le dialogue entre les parties au conflit, et à veiller à ce qu'il n'y ait pas de retour des hostilités.

Le débat sera suivi d'une résolution qui sera mise aux voix jeudi.

Débat: mardi 12 juin

Vote: jeudi 14 juin

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Georgia

En savoir plus

- [Service de recherche du PE sur la Géorgie \(février 2017, en anglais\)](#)
- [Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie \(en anglais\)](#)

Séance plénière

Partenariat UE/Afrique, Caraïbes et Pacifique: renouveler l'accord

Les députés devraient interroger la Commission et le Conseil sur la manière de renouveler le partenariat de l'UE avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui prend fin en 2020.

Avant les négociations pour un partenariat renouvelé entre l'UE et les 78 groupes d'État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), qui doivent débuter en août 2018, les députés débattront des priorités pour un futur accord de partenariat, comme la migration, le dialogue politique, les droits de l'homme et la gouvernance. Le débat est prévu mercredi et le vote jeudi.

Le traité fondateur du partenariat, [l'accord de Cotonou](#), expire en février 2020. Les négociations pour renouveler le partenariat doivent débuter au plus tard en août cette année.

La [35e session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE](#), qui rassemble des représentants des 78 pays ACP et 78 de leurs homologues du Parlement européen, aura lieu du 18 au 20 juin au Parlement européen à Bruxelles.

Débat: mercredi 13 juin

Vote: jeudi 14 juin

Procédure: questions orales avec débat

#ACPEU

En savoir plus

- [Recommandation de la Commission européenne pour une décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations relatives à un accord de partenariat entre l'Union européenne et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Conférence de haut niveau - Vers un partenariat renouvelé avec l'Afrique \(novembre 2017, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Relations ACP-UE et stratégie commune Afrique-UE l'Afrique \(novembre 2017, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Un milliard d'euros d'aide financière à l'Ukraine pour 2018-2019

Afin de réduire la vulnérabilité financière du pays, les députés débattront mardi d'une aide financière d'un milliard d'euros à l'Ukraine et se prononceront sur la proposition mercredi.

Les députés de la commission du commerce international ont adopté, le 17 mai, la proposition de la Commission européenne en faveur d'une assistance financière d'un milliard d'euros en prêts. L'objectif est d'aider l'Ukraine à couvrir une partie de ses besoins de financement extérieur pour 2018-2019.

La commission parlementaire a souligné que l'aide était tributaire du respect des mécanismes démocratiques effectifs, de l'État de droit et des droits de l'homme. Par ailleurs, les députés ont précisé que les prêts étaient subordonnés aux progrès de l'Ukraine en matière de lutte contre la corruption, notamment à la création d'un tribunal spécialisé dans les affaires de corruption.

L'assistance macrofinancière de l'UE est un outil d'urgence exceptionnel qui vise à surmonter des difficultés financières graves dans des pays tiers. Depuis le début de la crise ukrainienne en 2014, il s'agit du quatrième programme de ce genre offert au pays. Le Fonds monétaire international (FMI) a identifié un déficit de 4,5 milliards de dollars (soit 3,6 milliards d'euros) en termes de besoins de financement extérieur de l'Ukraine en 2018 et début 2019.

Débat: mardi 12 juin

Vote: mercredi 13 juin

Procédure: procédure législative ordinaire

#Ukraine

En savoir plus

- [Projet rapport sur une assistance macrofinancière supplémentaire à l'Ukraine \(23.05.2018\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(17.05.2018, en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Jarosław Wałęsa \(PPE, PL\)](#)
- [Qu'est-ce que l'assistance macrofinancière? \(Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Assistance macrofinancière à l'Ukraine \(Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Proposition de la Commission européenne](#)
- [Relations commerciales UE-Ukraine \(Commission européenne, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE: le partenariat oriental de l'UE \(novembre 2017, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 14 juin vers 10h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- la Russie, notamment le cas du prisonnier politique Oleg Sentzov;
- la situation des droits de l'homme au Bahreïn, notamment le cas de Nabeel Rajab; et
- la situation des réfugiés Rohingyas, notamment le sort critique des enfants.

Débats et votes: jeudi 14 juin

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Obligations de compensation, Langen (COD), débat lundi, vote mardi;
- Surveillance et communication des données relatives aux émissions de CO2 et à la consommation de carburant des véhicules utilitaires lourds neufs, Zoffoli (COD), débat lundi, vote mardi;
- État des lieux de la pêche de loisir dans l'Union européenne, Nicolai, débat lundi, vote mardi;
- Modernisation de l'enseignement dans l'Union européenne, Lybacka, débat lundi, vote mardi;
- Négociations relatives à la modernisation de l'accord d'association entre l'Union et le Chili, Tannock, débat mardi, vote mercredi;
- Remplacement de l'annexe A au règlement sur les procédures d'insolvabilité, Zwiefka (COD), vote mercredi;
- Accord entre l'UE et l'Islande sur les règles complémentaires relatives à l'instrument de soutien financier dans le domaine des frontières extérieures et des visas, Vistisen (COD), vote mercredi;
- Accord entre l'UE et la Suisse sur les règles complémentaires relatives à l'instrument de soutien financier dans le domaine des frontières extérieures et des visas, Moraes (COD), vote mercredi;
- Politique de cohésion et économie circulaire, Skriec, débat mardi, vote mercredi;
- Contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions, Schwab (COD), débat mercredi, vote jeudi;
- Mise en œuvre et suivi du cadre de l'Union pour les stratégies nationales d'intégration des Roms, débat mercredi;
- Accès à la culture: obstacles structurels et financiers, Zdrojewski, débat mercredi;
- Contrôle de l'application du droit de l'Union en 2016, Chrisogonos, vote jeudi;
- Présentation du rapport annuel 2017 sur les droits de l'homme et la démocratie dans le monde et sur la politique de l'UE en la matière, débat mardi, déclaration de la vice-présidente/haute-représentante;
- Systèmes d'armes autonomes, débat mardi, vote jeudi, déclaration de la vice-présidente/haute-représentante;
- Premier anniversaire de la signature de la Convention d'Istanbul - état des lieux, débat mercredi, déclarations du Conseil et de la Commission;

Séance plénière

- Application des dispositions restantes de l'acquis de Schengen relatives au système d'information Schengen en Bulgarie et en Roumanie, Macovei, vote mercredi;
- Améliorer l'apprentissage des langues et la reconnaissance mutuelle des compétences linguistiques dans l'Union, questions orales, débat mercredi;
- Fermeture du marché européen de l'ivoire pour lutter contre le braconnage, débat mercredi, déclaration de la Commission;
- Utilisation de véhicules loués sans chauffeur dans le transport de marchandises par route, Monteiro de Aguiar (COD), vote jeudi; et
- Objection au règlement délégué de la Commission modifiant le règlement délégué établissant des mesures de conservation en matière de pêche pour la protection du milieu marin de la mer du Nord, vote jeudi.